



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Bureau international
d'éducation

UNESCO/BIE/C.65/2
Genève, 31 décembre 2015
Original : anglais

90 ans au service de l'excellence en éducation!

SOIXANTE-CINQUIÈME SESSION DU CONSEIL DU BUREAU INTERNATIONAL D'ÉDUCATION

Genève, 13 - 15 janvier 2016

RAPPORT D'ACTIVITÉS ET BUDGET 2015



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Bureau international
d'éducation

Rapport de la Directrice Bureau international d'éducation

Période de la mise en œuvre des activités:
Janvier – décembre 2015



BIE
Bureau
international
d'éducation
de l'UNESCO

Table des matières

I. Cadre général de programmation

II. Résultat escompté 1 du BIE

Les capacités individuelles et institutionnelles en conception, en élaboration et en mise en œuvre de processus curriculaires de qualité sont renforcées, et les innovations et initiatives de réforme et de révision en matière de curriculum sont soutenues

III. Résultat escompté 1a du BIE

Les capacités des États membres à analyser et à éliminer les contraintes systémiques afin d'assurer de manière équitable une éducation et un apprentissage de qualité adaptés au développement sont renforcées

IV. Résultat escompté 2 du BIE

Une base de connaissances solide pour éclairer des prises de décision et des pratiques fondées sur des données probantes en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation est mise en place

V. Conférence International de l'éducation (CIE)

VI. Développement institutionnel et organisationnel

VII. Données budgétaires

I. Cadre général de programmation

Ce document présente le programme d'activités que le Bureau international d'éducation (BIE) a mis en œuvre en 2015 (dénommé ci-après le « programme ») en se fondant sur les résultats enregistrés en 2014. Il a aussi pour objectif de continuer à définir l'orientation du BIE, renforcer son impact, en particulier sur le terrain, et consolider les données démontrant cet impact.

A l'échelle de l'Institut, le programme de 2015 a été inspiré par la Stratégie et le programme de travail du BIE pour 2012-2017 et par la nécessité d'accélérer les progrès pour acquérir et maintenir le statut de Centre international d'excellence en matière de curriculum et de matières associées telles que l'apprentissage, l'enseignement et l'évaluation.

Le programme proposé par le BIE, en tant qu'institut de l'UNESCO de catégorie I, est en étroite adéquation avec les fonctions principales de l'UNESCO, et il est guidé par les principaux axes d'action et par les résultats escomptés du BIE associés à ces principaux axes pour 2014–2017, tels qu'énoncés dans le document 37 C/5. Le présent document est donc articulé et présenté selon les résultats escomptés du BIE pour 2015.

Principal axe d'action 1

Soutenir les États membres pour le développement de systèmes éducatifs qui favorisent un apprentissage pour tous tout au long de la vie, à la fois inclusifs et de grande qualité.

Résultat escompté 1 du BIE

Les capacités individuelles et institutionnelles en conception, en élaboration et en mise en œuvre de processus curriculaires de qualité sont renforcées, et les innovations et initiatives de réforme et de révisions en matière de curriculum sont soutenues.

Résultat escompté 1a¹ du BIE

Les capacités des États membres à analyser et à éliminer les contraintes systémiques afin d'assurer de manière équitable une éducation et un apprentissage de qualité adaptés au développement sont renforcés.

Principal axe d'action 3

Faire avancer l'éducation pour tous (EPT) et concevoir le futur agenda international de l'éducation

Résultat escompté 2 du BIE

Une base de connaissances solide pour éclairer des prises de décision et des pratiques fondées sur des données probantes en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation est mise en œuvre

L'accélération des progrès a débuté par la mise en œuvre ciblée des six domaines programmatiques approuvés par la 64^e session du Conseil du BIE. Ces six domaines programmatiques sont les suivants :

Innovation et leadership en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation (fonction normative) vise à repenser et à repositionner le curriculum pour le placer au cœur du dialogue et des interventions sur le développement au niveau national et mondial. Il vise aussi à repositionner le curriculum en tant qu'outil indispensable pour mettre en œuvre les politiques sur l'apprentissage tout au long de la vie.

Questions fondamentales et d'actualité en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation (Fonction de laboratoire d'idées) a pour objectif de mettre au point des cadres et des principes directeurs en matière de curriculum, ainsi que des prototypes dans les domaines où la demande est forte et où les États membres ont peu d'expérience, et/ou dans les domaines où les États membres ne réalisent pas les progrès souhaités.

Production et gestion de connaissances en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation (Fonction de centre d'information et d'échanges (*Clearinghouse*)) vise à améliorer l'accès physique et substantiel aux connaissances fondées sur des données probantes nécessaires pour orienter la conception et le développement du curriculum, ainsi que pour l'enseignement, l'apprentissage et l'évaluation. Il s'agit de traduire les résultats de la recherche de pointe en un langage facilement accessible, de manière à faciliter la compréhension de leurs répercussions sur les politiques et les pratiques. Il s'agit aussi de rendre les connaissances accessibles au moyen de documents imprimés et de la plate-forme du BIE.

Renforcement systémique de la qualité et de l'adéquation au développement de l'éducation et de l'apprentissage (Fonction de renforcement des capacités) vise à renforcer les capacités des États membres à analyser et à aborder les principaux obstacles qui les empêchent d'assurer de manière équitable une utilisation efficace des ressources pour une éducation de qualité et adaptée au développement ainsi que des possibilités effectives d'apprentissage tout au long de la vie.

¹ Le résultat escompté 1a a été intégré dans les travaux du BIE en 2014.

Rôle de leadership dans le dialogue mondial sur le curriculum, l'apprentissage et l'évaluation (Fonction de leadership intellectuel) vise à régulariser la tenue de la Conférence internationale de l'éducation (CIE) ; renforcer et repositionner le BIE en tant qu'un acteur mondial indispensable contribuant à la conception et au développement du curriculum ; et renforcer la position du BIE en tant que centre d'excellence international en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation.

Développement institutionnel et organisationnel (Fonction de renforcement des capacités du BIE) a pour objectif de renforcer la capacité du BIE pour la mise en œuvre de sa stratégie visant à devenir le centre d'excellence afin qu'il puisse contribuer au mieux à la réalisation de l'Objectif de Développement Durable 4 et à l'agenda Éducation 2030, et ainsi accomplir efficacement son mandat.

II. Résultat escompté 1 du BIE

Les capacités individuelles et institutionnelles en conception, en élaboration et en mise en œuvre de processus curriculaires de qualité sont renforcées, et les innovations et initiatives de réforme et de révision en matière de curricula sont soutenues

En 2015, le BIE a renforcé son rôle de leadership intellectuel mondial en encourageant les innovations en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation. C'est ainsi qu'un document de discussion a été présenté au Forum mondial sur l'éducation 2015 (WEF 2015) pour orienter un changement de paradigme dans le curriculum afin de mieux aligner les curricula nationaux sur les objectifs de développement durable (ODD), sur l'agenda Éducation 2030 et sur la perspective futuriste qu'appellent les exigences du XXI^e siècle. Ce document vise en particulier à re-conceptualiser le curriculum et à mettre en relief sa position centrale dans le dialogue et les interventions sur le développement au niveau national et mondial. En outre, le BIE a profité de cette opportunité pour démontrer que le curriculum se trouve au centre de tous les éléments clés de l'Objectif de Développement Durable 4 : éducation de qualité, équité, adaptation au développement et apprentissage tout au long de la vie. Il offre également au curriculum, en particulier, et à l'éducation, en général, une perspective « technologique ».

Le BIE a fait de solides avancées dans le sens de faciliter et de mener une consultation mondiale sur le paradigme proposé. Il a déployé des efforts considérables pour consolider le Réseau mondial du curriculum (*Global Curriculum Network – GCN*) regroupant des agences internationales et des institutions spécialisées (couvrant actuellement 93 pays). Les cours dispensés dans le cadre du Diplôme, les ateliers adaptés sur le curriculum, les blogs multilingues et les réseaux sociaux ont assurément facilité le partage des connaissances et les débats sur le changement de paradigme. La qualité, le niveau et la couverture géographique du Diplôme ont été accrus et l'appui technique offert après la formation a été renforcé, aboutissant ainsi à une capacité plus étendue et plus riche en matière de création et de la gestion des connaissances pour le développement du curriculum pour le XXI^e siècle. Par ailleurs, le BIE a lancé une série de « Réflexions continues sur les enjeux cruciaux et actuels en matière de curriculum et d'apprentissage » afin d'approfondir le dialogue Intellectuel mondial sur le curriculum, l'apprentissage et l'évaluation.

Aussi, le BIE a abordé les enjeux actuels et cruciaux liées au curriculum en élaborant des cadres, des principes directeurs et des outils pour l'assurance de la qualité dans les domaines où la demande est forte et où les pays ont peu d'expérience. Le BIE s'est concentré en particulier sur sept enjeux cruciaux et prédominants : l'évaluation, les approches fondées sur les compétences, l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE), l'éducation inclusive, l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM), la lecture dans les premières années de scolarité et l'éducation des jeunes².

² Pour l'année 2016, ainsi que cela a été demandé à la 63^e session du Conseil, le BIE ajoutera à cette liste de questions fondamentales l'éducation des personnes handicapées

Activités	Impact	Risques	Atténuation des risques
<p>1. Procéder à un changement de paradigme dans le curriculum et l'apprentissage et conduire un dialogue mondial sur le paradigme proposé</p> <ul style="list-style-type: none"> Le document de discussion sur le thème « Repositionner et redéfinir le curriculum afin de favoriser la réalisation effective de l'Objectif de développement durable 4 ainsi qu'un développement global et des modes de vie durables » a été examiné dans une réunion parallèle organisée par le BIE dans le cadre du Forum mondial sur l'éducation 2015 (Incheon, République de Corée, 19-22 mai 2015) ; La Directrice du BIE a participé, lors du Forum, au débat sur le thème « Placer une éducation de qualité au centre de l'apprentissage tout au long de la vie », qui a abordé trois grandes questions: i) Pourquoi le curriculum est-il important pour un développement et des modes de vie durables (développement global, inclusif et équitable) ?; ii) Pourquoi le curriculum est-il important pour une éducation de qualité pour tous et en tant que facteur d'amélioration et de démocratisation des possibilités d'apprentissage ?; et iii) Comment le curriculum peut-il servir à repenser les objectifs de l'éducation et la manière dont l'apprentissage est structuré ?; En collaboration avec la Chaire UNESCO de développement curriculaire (CUDC-UQAM, Canada), et conformément au nouveau paradigme, le BIE a élaboré un document normatif sur les critères et indicateurs pour une analyse et une évaluation de la qualité d'un curriculum en tant qu'outil pour l'assurance qualité destiné à aider les États membres dans leurs réformes curriculaires et leurs processus de développement. Ce document comporte 25 indicateurs organisés en quatre grandes catégories : 1) Politiques éducatives; 2) Orientations curriculaires ; 3) Caractéristiques des curricula et 4) Expériences en matière de curricula scolaires ; Le BIE a lancé la série de « Réflexions en cours sur les principaux enjeux actuels en matière de curriculum et d'apprentissage » pour offrir un espace afin de mener une réflexion intellectuelle à l'échelle niveau mondiale, d'élaborer des documents collectifs et de débattre de questions d'une grande importance pour les États membres. La première réflexion de la série porte sur le thème « Le curriculum et l'évaluation de l'apprentissage des élèves : enjeux et conséquences pour les politiques, l'élaboration et la mise en œuvre ». Les éducateurs du monde entier peuvent consulter ces réflexions sur des blogs multilingues. 	<ul style="list-style-type: none"> La vision et la compréhension d'un curriculum en tant qu'outil indispensable pour la réalisation de l'ODD 4 et des cibles associées ont commencé à prendre racine. Cela est illustré par le nombre de pays ayant sollicité l'appui technique du BIE pour se mettre en conformité avec ce nouveau paradigme (Afghanistan, Afrique du Sud, Botswana, Burkina Faso, Cambodge, Cap-Vert, Indonésie, Kenya, Madagascar, Maurice, Nigéria, Niger, République du Congo, Sénégal, Seychelles, Swaziland et Tanzanie) ; Le rôle de chef de file du BIE en matière de curriculum et des questions connexes est réaffirmé par les États membre et les parties prenantes à l'éducation au niveau international ; Les documents sur l'éducation et les politiques curriculaires publiés par les États membres commencent à refléter le nouveau paradigme présenté au Forum mondial sur l'éducation 2015 (Afghanistan et Kenya) ; Les États membres commencent à utiliser le document normatif du BIE pour assurer la qualité de leurs curricula (Tanzanie par exemple) ; La série de « Réflexions en cours sur les principaux enjeux actuels en matière de curriculum et d'apprentissage » commence à stimuler la réflexion intellectuelle souhaitée : 634 visites ont été comptabilisées durant son premier mois de lancement en octobre et 1 099 en novembre. De même, le document sur l'évaluation (le premier numéro de la série) a été téléchargé 67 fois en anglais et 93 fois en espagnol au moyen d'UNESDOC. Plusieurs réactions au document ont été postées sur les blogs en anglais et en espagnol ; Grâce à cette série de « réflexions », une collaboration substantielle se renforce entre l'ISU et le BIE dans plusieurs domaines programmatiques. La visibilité du travail du BIE s'en trouve également améliorée car la série a été annoncée par le Siège de l'UNESCO à tout le personnel du secteur de l'éducation. 	<ul style="list-style-type: none"> Déséquilibre dans la participation régionale au dialogue mené par le BIE et, par conséquent, dans l'adhésion. 	<ul style="list-style-type: none"> Contact avec des entités régionales (communautés économiques régionales, bureaux, groupes de réflexion, etc.) pour convoquer des consultations régionales à l'occasion des événements organisés par ces entités et élargir la portée mondiale des travaux du BIE par le biais du Réseau mondial du curriculum (GCN), des blogs multilingues et des réseaux sociaux ; Dans la mesure où les ressources financières le permettent, traduire le document dans au moins quatre des langues de l'ONU.

2. Renforcer les réseaux et les partenariats internationaux dans les domaines du curriculum et de l'apprentissage

- Le BIE a mis en place un réseau de directeurs d'institutions s'occupant du curriculum et de questions connexes dans les États membres de l'UNESCO (Réseau mondial du curriculum-GCN) ;
 - Le Réseau des Alumni du Diplôme s'est renforcé ;
 - Les médias sociaux ont permis d'établir des contacts avec des réseaux professionnels et des partenaires techniques potentiels du BIE et de les développer et de diffuser des connaissances sur les activités et les initiatives du BIE.
- Le Réseau mondial du curriculum couvre actuellement 93 pays (8 pays arabes, 12 pays d'Europe centrale et orientale, 6 d'Asie centrale, 19 d'Asie de l'Est et du Pacifique, 10 d'Amérique latine et des Caraïbes, 16 d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, 4 d'Asie du Sud et de l'Ouest et 18 d'Afrique subsaharienne) ;
 - 40 diplômés et 19 enseignants ont rejoint le réseau des Alumni du Diplôme depuis son lancement en 2014 sur le site Web du BIE ;
 - Le Réseau mondial des Alumni du BIE s'est renforcé et agrandi ;
 - Depuis mai 2015, le compte Twitter IBE_UNESCO a rassemblé 500 abonnés. Ce chiffre ne donne pas la pleine mesure du public qui a été impacté à chaque fois qu'un message du BIE est retweeté. Le compte Facebook a 359 abonnés actifs et les publications touchent près de 820 personnes ;
 - Le compte Twitter de la Directrice du BIE a atteint 607 abonnés. Durant l'année 2015, la Directrice a envoyé 177 tweets concernant des points de vue, initiatives, activités et événements liés au BIE. Les principaux abonnés couvrent une large gamme d'institutions dans le monde entier ;
 - La série de « Réflexions en cours sur les principaux enjeux en matière de curriculum et d'apprentissage » contribue également à élargir la base du réseau d'échanges intellectuels du BIE, comme le montre l'importance du trafic de ses utilisateurs (voir le point 1).

3. Élever la qualité de la formation du Diplôme en conception et développement du curriculum

- Les programmes et activités de formation en face-à-face et en ligne prévus dans le cadre du Diplôme en Afrique et en Amérique latine et aux Caraïbes ont été actualisés ;
- Une formation a été systématiquement dispensée aux animateurs et aux tuteurs avant le début de chaque session du Diplôme pour améliorer i) la qualité des tâches en face-à-face et en ligne ; ii) les stratégies d'enseignement et d'évaluation ; iii) l'appui tutoriel en ligne ; et iv) l'utilisation des forums électroniques et des réseaux sociaux ;
- La banque de ressources curriculaires a été actualisée, y compris son cadre conceptuel et ses activités de formation, et des études de cas réalisées par des participants au Diplôme y ont été incorporées ;
- De nouveaux modules de formation thématique ont été utilisés dans les cours : i) Développement et mise en œuvre de cadres curriculaires (en anglais, français et espagnol) ; ii) Apprentissage personnalisé (en anglais, français et espagnol) ; iii) Évaluation inclusive des étudiants (en anglais) ;
- Des enquêtes sur le Diplôme ont été menées en vue des sessions en face-à-face et en ligne en Afrique et en Amérique latine et aux Caraïbes ; une enquête en ligne sur le suivi de l'impact du Diplôme a été réalisée auprès des diplômés de ces deux régions entre 2010 et 2013.

- D'après l'évaluation de l'impact du Diplôme effectuée en 2015, les diplômés ont acquis notamment :
 - une confiance en soi dans l'évaluation et le traitement des processus curriculaires par une approche holistique et contextualisée ;
 - une connaissance des problématiques, théories et pratiques actuelles en matière de curricula telles que l'apprentissage fondé sur les compétences, l'apprentissage inclusif et l'évaluation, le curriculum adapté au contexte local, etc. ;
 - des compétences en matière d'apprentissage à distance réflexif, d'écriture formelle, pour proposer des changements de curriculum, pour conduire des travaux de recherche et des consultations ;
- Le programme du Diplôme encourage les leaders à développer des compétences techniques et renforce la capacité globale de renouvellement des processus curriculaires. Exemples : i) postes de dirigeants occupés par des diplômés dans des entités spécialisées dans le curriculum (Bénin, Burundi, Équateur, Éthiopie, Gambie, Haïti, Kenya, Ouganda, Pérou, République dominicaine, Soudan du Sud, Uruguay et au sein de l'UNESCO) ; ii) intégration du curriculum dans les politiques éducatives nationales (par ex. EPPE et politiques en matière d'enseignement primaire pour 2010-2020 en Uruguay ; création de la Commission nationale pour la réforme du curriculum par le Ministère de l'éducation en Haïti ; cadre directeur pour l'éducation inclusive en Colombie ; document d'orientation relatif à une éducation de base de dix ans au Sénégal ; conceptualisation des réformes curriculaires au Kenya ; publications sur des questions liées à l'éducation/au curriculum en Tanzanie, en Zambie et par des membres du personnel de l'UNESCO) ; et iii) appui aux réformes curriculaires (par ex. harmonisation des curricula dans la Communauté d'Afrique de l'Est ; examen ou intégration des curricula au Burundi, en Colombie, en Haïti, au Kenya, en Ouganda, en République dominicaine, au Sénégal, en Tanzanie et en Zambie ; organisation de l'enseignement de base et de l'enseignement secondaire au Burundi ; mise en œuvre du curriculum à l'intention des apprenants ayant des besoins éducatifs spéciaux en Zambie ; renforcement des capacités au Bénin, au Cameroun, au Niger, en Ouganda, au Pérou, en République dominicaine et en Uruguay) ;

- Faible taux d'achèvement de la formation en raison de la charge de travail ;
- Le fait d'avoir suivi un cours de Diplôme n'est pas encore reconnu par les ministères de l'éducation comme un plus entrant en jeu pour le recrutement d'une personne ou la revalorisation d'un poste ;
- Les ministères de l'éducation ne reconnaissent pas le Diplôme et ne l'utilisent pas comme incitation professionnelle.

- Faire en sorte que la formation soit plus souple et que chacun puisse la suivre à son rythme ;
- L'amélioration continue des compétences pédagogiques des animateurs, des tuteurs et des coordinateurs du Diplôme a contribué à relever les taux d'obtention du Diplôme : 87% en Afrique et 70% en Amérique latine et aux Caraïbes.
- Intensifier le dialogue avec les hauts responsables des ministères de l'éducation sur la nécessité d'instaurer un leadership technique pour les processus curriculaires.

	<ul style="list-style-type: none"> • Dans l'ensemble, 96% des participants – 94,9% en Afrique et 97,5% en Amérique latine et aux Caraïbes – sont satisfaits de la session présente organisée dans le cadre du Diplôme en 2015. 		
<p>4. Revaloriser le Diplôme au niveau master</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le BIE, les universités partenaires et les instituts de formation des enseignants ont élaboré le cadre conceptuel du master en matière de curriculum et d'apprentissage pour l'Amérique latine et les Caraïbes dans le cadre de l'agenda Éducation 2030. L'Université San Ignacio de Loyola (Lima, Pérou) et l'Institut de formation des enseignants BYCENJ (Jalisco, Mexique) ont annoncé le lancement du programme de master en 2016 en partenariat avec le BIE ; • Le BIE et l'Université ouverte de Tanzanie ainsi que ED/TLC/LTR ont élaboré un système de qualification à trois niveaux pour l'Afrique (certificat d'enseignement, diplôme et master en conception et développement du curriculum) dans le cadre de l'agenda Éducation 2030. Le lancement de ce système est prévu pour le premier semestre 2016. 	<ul style="list-style-type: none"> • Encore aucun impact. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les États membres manquent de ressources pour financer la participation du personnel du Ministère de l'éducation et des institutions associées au programme de master. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des efforts sont déployés en permanence pour renforcer la collaboration concernant les activités de mobilisation des ressources, y compris les propositions de partage des coûts et les accords entre le Siège de l'Unesco et les bureaux hors siège, les organismes apparentés des Nations unies, d'autres organisations intergouvernementales, les partenaires bilatéraux et multilatéraux du développement, le Partenariat mondial pour l'éducation, les ministères de l'éducation, les employeurs des participants et les participants eux-mêmes, ainsi que pour la présentation et l'approbation des propositions pour obtenir des subventions (Fondation Hamdan, OFID, Programme additionnel complémentaire de l'UNESCO, etc.).

5. Fournir une assistance technique sur mesure en fonction des besoins du pays identifiés par les anciens étudiants (interventions post-formation) et les autorités nationales

- En partenariat avec le Bureau de Nairobi de l'UNESCO, le BIE apporte son appui au Ministère de l'éducation, de la science et de la technologie et à l'Institut du développement du curriculum du Kenya (KICD) en ce qui concerne : i) la validation des outils d'évaluation des besoins en matière de curriculum et l'engagement des parties prenantes dans le processus de réforme curriculaire ; ii) le renforcement des capacités des concepteurs de curriculum et des éditeurs chargés de la publication des documents sur les tendances et les enjeux des curricula dans une perspective comparative internationale ; et iii) l'élaboration de principes directeurs pour la conception et le développement d'un curriculum axé sur les compétences ;
- En partenariat avec le Bureau de Kaboul de l'UNESCO, le BIE aide actuellement le Ministère afghan de l'éducation à intégrer le curriculum dans les aspirations et les objectifs en matière de développement national, en mettant l'accent sur le curriculum souhaité et le curriculum mis en œuvre ;
- Le Cambodge, le Kenya, l'Indonésie et le Nigéria participent à la première phase du projet sur le renforcement des curricula dans le domaine des STEM pour les filles en Afrique et en Asie et dans le Pacifique, avec le soutien du fonds- en- dépôt du programme de coopération Malaisie-UNESCO. Le projet vise à accroître la participation féminine dans l'apprentissage des STEM à divers niveaux du système éducatif, en abordant des questions liées aux politiques, aux curricula, à la pédagogie, à la formation et au développement professionnel des enseignants.

- La position du BIE en tant que centre d'excellence s'est renforcée et la pertinence de son assistance technique pour faire face aux besoins de chaque État membre s'est améliorée, comme l'atteste la demande croissante d'un soutien technique apporté par le BIE.

- Les approches fragmentaires des réformes curriculaires restent enracinées et sont résistantes.

- Renforcer le dialogue sur la politique à mener et le dialogue technique avec les États membres sur l'importance d'adopter une approche holistique, systémique et durable de l'éducation et des réformes curriculaires et associer une plus large compréhension du curriculum, englobant l'enseignement, l'apprentissage et l'évaluation, à une vision systémique d'une éducation de qualité.

6. Maintenir et élargir la couverture géographique du Diplôme

- En Afrique, la quatrième édition du Diplôme a été organisée en mars 2015 ;
- En Amérique latine et aux Caraïbes, la sixième édition a été organisée en septembre ;
- Le projet d'accord sur la mise en œuvre du Diplôme en conception et développement dans la région arabe a été signé en novembre 2015 par la Directrice générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova, et le Ministre de l'éducation des Émirats arabes unis (EAU), M. Hussain Ibrahim Al Hammadi. Dans le cadre de cet accord, le Hamdan Award Board of Trustees (EAU) apportera son soutien au BIE-UNESCO pour la mise en œuvre du Diplôme (1,2 million USD sur une période de deux ans). La Hamdan Bin Mohammed Smart University (HBMSU), à Dubaï (EAU), accueillera le Diplôme. Le BIE et la HBMSU ont tenu une réunion de planification en décembre 2015 pour passer en revue la structure et le contenu du cours, la formation des enseignants et le mode de prestation du cours. Le lancement du cours dans la région arabe est prévu en principe pour le deuxième semestre de 2016.
- Le nombre de pays ayant participé au cours du Diplôme en Afrique a augmenté, passant de 20 en 2014 à 22 en 2015. La session de 2015 a réuni 58 participants de 14 pays : Bénin, Burundi, Congo-Brazzaville, Éthiopie, Kenya, Libéria, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Soudan du Sud, Swaziland, Zambie et Hong Kong (Chine) ;
- Le nombre de pays ayant participé au cours du Diplôme en Amérique latine et Caraïbes a augmenté, passant de 39 en 2014 à 41 en 2015, avec 44 personnes venues de 13 pays : Argentine, Chili, Costa Rica, Colombie, El Salvador, Équateur, Guatemala, Mexique, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay et France ;
- La couverture géographique du Diplôme s'est étendue à la région arabe.
- Les États membres manquent de ressources pour financer la participation du personnel du Ministère de l'éducation et des institutions associées au programme du Diplôme.
- Continuer à fournir des bourses provenant notamment du Hamdan Award Board of Trustees, de l'OFID, de l'UNESCO, des ministères de l'éducation et des partenaires bilatéraux et multilatéraux du développement.

7. Renforcer la capacité des États membres à concevoir et à développer des curricula en lecture dans les premières années du primaire :

- Un appui a été apporté aux Ministères de l'éducation du Burkina Faso, du Niger et du Sénégal pour l'élaboration de documents curriculaires dans le domaine de l'enseignement et de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture dans les premières années du primaire par le biais :
 - d'ateliers de développement des capacités destinés à forger une nouvelle vision de la lecture et à aider à élaborer des documents curriculaires (quatre ateliers organisés au Burkina Faso, quatre au Niger et trois au Sénégal) ;
 - d'une assistance technique en face-à-face et à distance en vue d'accompagner les équipes des ministères de l'éducation chargées d'élaborer les documents curriculaires ;
 - de l'édition, de la publication et de la diffusion de documents curriculaires qui seront utilisés par les principaux acteurs de l'éducation.
- Un appui a été apporté aux ministères de l'éducation des trois pays susmentionnés pour la préparation de la formation initiale et continue des enseignants en tant que composante principale du processus de réforme curriculaire grâce à :
 - des ateliers (11) de développement des capacités destinés à former des formateurs d'enseignants à l'utilisation des documents curriculaires lors de la formation initiale et continue des enseignants ;
 - -un atelier de formation des formateurs provenant de de l'ensemble des centres régionaux de formation des enseignants du Sénégal, axé sur les méthodes d'enseignement et d'apprentissage de la lecture et de l'écriture au cours des trois premières années du primaire.

- Au niveau national, les décideurs, spécialistes du curriculum et formateurs d'enseignants partagent une nouvelle conception de la lecture et de l'écriture dans les premières années du primaire. Pour preuve, l'élaboration de nouveaux documents curriculaires sur la lecture et l'écriture dans les trois pays, qui incarnent une nouvelle vision de ce que l'apprentissage de la lecture et de l'écriture signifie au niveau national à l'adresse des décideurs, des spécialistes du curriculum et des formateurs d'enseignants ;
- La base de connaissance sur l'enseignement et l'apprentissage de la lecture et de l'écriture et l'alignement curriculaire en matière de lecture et d'écriture dans les premières années du primaire s'améliorent au sein des trois ministères de l'éducation, ainsi que l'attestent l'élaboration de nouveaux documents curriculaires sur l'apprentissage de la lecture et de l'écriture dans les premières années du primaire et la conception de modules de formation dédiés aux formateurs d'enseignants et enseignants en la matière ;
- Les pratiques d'enseignement et d'apprentissage dans les premières années du primaire sont améliorées : des documents curriculaires sont utilisés pour enseigner la lecture et l'écriture au début du primaire (au Burkina Faso, un guide pédagogique, une boîte à outils pour les enseignants et un module de formation des enseignants ; au Niger, deux modules de formation des enseignants sur l'enseignement de la lecture et de l'écriture dans les quatre premières années du primaire et un guide d'utilisation de ces modules pour les formateurs des enseignants ; au Sénégal, des orientations nationales sur l'enseignement et l'apprentissage de la lecture et de l'écriture et un module de formation destiné aux enseignants sur le même sujet) ;
- Les réformes curriculaires sont facilitées à travers : au Burkina Faso - le matériel de formation pédagogique à l'enseignement de la lecture et de l'écriture sera expérimenté dans le cadre de la réforme curriculaire nationale lancée en septembre 2015 ; au Niger - les documents curriculaires sur les pratiques efficaces dans le domaine de l'enseignement de la lecture, contribue à la mise en œuvre du nouveau curriculum national lancé en septembre 2015 ; au Sénégal - les documents curriculaires sur l'enseignement de la lecture et de l'écriture est utilisé dans la formation initiale des enseignants dans le cadre de la réforme curriculaire (mise en œuvre depuis 2008).

- L'instabilité politique dans les pays participants peut entraver les progrès ;
- Des changements dans la gestion et le personnel des ministères de l'éducation peuvent entraver les progrès dans la réalisation du projet.

- Encourager et soutenir les nouveaux acteurs/gestionnaires au sein des ministères de l'éducation à assurer la continuité et le suivi du projet ;
- Maintenir le contact avec les autorités et le personnel nouvellement nommés dans les ministères de l'éducation et les tenir informés au sujet du projet.

8. Renforcer la capacité des États membres à concevoir et à développer des curricula en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) et d'éducation en vue du développement durable (EDD)

- En partenariat avec le Centre Asie-Pacifique d'éducation pour la compréhension internationale (APCEIU), le BIE procède à une analyse comparative de l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) dans 10 pays, en couvrant des régions et des contextes divers, ce afin de dresser un tableau préliminaire bien étayé de la présence des concepts et principes d'ECM dans les documents curriculaires nationaux et d'apporter une première contribution concernant le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la cible 4.7 de l'ODD 4 (plus particulièrement de l'indicateur thématique 25) ;
- Le BIE réalise une étude interrégionale à la demande de l'équipe responsable du Rapport mondial de suivi sur l'éducation (Rapport GEM) 2016 concernant la présence des concepts d'ECM et d'EDD dans les curricula de l'enseignement primaire et secondaire.

- Le partenariat technique avec le rapport GEM et l'APCEIU s'approfondit et se centre sur la mise en œuvre de la cible 4.7 ;
- La cartographie de l'ECM est facilitée ;
- L'accès aux enseignements tirés de l'expérience et aux pratiques optimales s'améliore en fournissant une base de réformes par comparaison aux niveaux régional et international.

- Les États membres adoptent une approche par sujet de l'ECM ;
- Les approches transversales de l'ECM risquent de ne pas être bien prises en compte ;
- L'apport inopportun d'une contribution dans les pays participants peut ralentir le processus.

- Renforcer le dialogue avec les États membres et l'appui technique qui leur est fourni en matière de stratégies et pratiques efficaces pour intégrer l'ECM ;
- Maintenir un processus rigoureux de suivi et d'actualisation parmi les pays participants.

9. Renforcer les capacités des États membres à concevoir et à développer des programmes dans le domaine de l'éducation et de la protection de la petite enfance (EPPE)

- Dans la série de « Réflexions en cours sur les principaux enjeux actuels en matière de curriculum et d'apprentissage », le BIE a élaboré, en espagnol, un document de discussion intitulé « Questions de politique générale en matière d'éducation et de protection de la petite enfance : une perspective curriculaire » ;
- La Directrice du BIE a été la rédactrice principale d'un livre intitulé *Investing Against Evidence: The Global State of Early Childhood Care and Education* publié par l'UNESCO en 2015. Des extraits ont été diffusés sur les réseaux sociaux et l'ouvrage est disponible en ligne ;
- Un projet a été élaboré en partenariat avec Nestlé en vue de soutenir des programmes holistiques d'EPPE au moyen d'interventions de grande envergure dans les politiques et les curricula nationaux. Le financement du projet est en cours d'examen par Nestlé.

- La contribution intellectuelle à la mise en place des programmes d'EPPE s'améliore ;
- Quatre pays (Arabie Saoudite, Botswana, Seychelles et Cameroun) sont convenus de servir de pays pilotes pour la conception de programmes holistiques d'EPPE, avec l'aide du BIE.

- Le problème de l'allocation de ressources à l'EPPE, en particulier en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Asie de l'Ouest, demeure un obstacle essentiel à l'utilisation du savoir dans ce domaine pour mettre en place de programmes efficaces ;
- Manque de cadres juridiques nationaux permettant d'inclure l'EPPE dans l'enseignement obligatoire pour les enfants.

- Renforcer le dialogue avec les États membres et l'appui technique qui leur est fourni pour l'investissement dans l'EPPE et l'amélioration de la mise en place des programmes relatifs à ce sujet ;
- Sensibiliser les parties prenantes nationales à l'importance de l'EPPE et au rôle qu'elle joue dans le développement d'une éducation de qualité et équitable pour tous

<p>10. Renforcer les capacités des États membres à concevoir et à développer des curricula inclusifs</p> <ul style="list-style-type: none"> Le BIE a produit en anglais une banque de ressources intitulée <i>Reaching out to All Learners: A Resource Pack for Supporting Inclusive Education</i> (Établir des relations avec tous les apprenants : banque de ressources à l'appui de l'éducation inclusive) qui comprend trois guides : i) Examen des politiques nationales ; 2) Conduite du développement de l'école inclusive ; et iii) Mise en place de salles de classe inclusives (conformément à la cible 4.5 de l'ODD 4 et à la Déclaration d'Incheon sur l'Éducation 2030) ; Le BIE a actualisé les Directives de l'UNESCO sur l'inclusion en matière d'éducation en partenariat avec ED/TLC/LTR. 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration des directives techniques à l'intention des États membres. 	<ul style="list-style-type: none"> Les États membres adoptent une approche fragmentaire de l'éducation inclusive. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le dialogue avec les États membres et l'appui technique qui leur est fourni pour la mise en place de stratégies et pratiques efficaces visant à intégrer l'éducation inclusive.
<p>11. Renforcer les capacités des États membres à concevoir et à développer des curricula fondés sur des approches par compétences</p> <ul style="list-style-type: none"> Afin de développer et d'évaluer les compétences, le BIE a créé un cadre conceptuel, qui est actuellement examiné et validé par un Diplôme et des ateliers sur mesure sur le curriculum et grâce aux activités d'assistance technique du BIE ; Compréhension de l'intérêt de collaborer avec l'OCDE pour fournir des directives générales en matière d'éducation fondée sur les compétences et concernant les futures compétences. 	<ul style="list-style-type: none"> Accroissement de la capacité des États membres à concevoir et mettre en œuvre des curricula fondés sur les compétences ; Meilleure clarté conceptuelle de l'éducation fondée sur les compétences ; Renforcement et consolidation des conseils techniques apportés aux États membres ; Développement des partenariats techniques. 	<ul style="list-style-type: none"> Les États membres continuent d'adhérer aux curricula axés sur les matières. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le dialogue technique et l'appui opérationnel concernant l'éducation fondée sur les compétences.
<p>12. Renforcer les capacités des États membres à concevoir et à développer des curricula pour l'éducation des jeunes</p> <ul style="list-style-type: none"> Le BIE et l'unité Recherche et prospective en éducation (ERF) ont lancé l'initiative « Jeunesse et apprentissage face aux réalités changeantes : réexamen de la pertinence de l'enseignement secondaire » en collaboration avec les bureaux hors siège de l'UNESCO. Dans le cadre de cette initiative, le BIE, l'ERF et l'IIEP-Buenos Aires ont mené une série d'études en Amérique latine et aux Caraïbes sur la culture et l'éducation des jeunes en mettant l'accent sur leur désengagement. Les conclusions des études ont été examinées lors d'un atelier tenu en septembre dans les locaux de l'IIEP-Buenos Aires. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement du partenariat technique avec les autres entités de l'UNESCO ; Amélioration de la position stratégique et du rôle de chef de file du BIE dans le secteur. 	<ul style="list-style-type: none"> Les États membres n'utilisent pas la catégorie de l'éducation des jeunes comme principe directeur pour organiser l'enseignement secondaire ainsi que l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP). 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le dialogue avec les États membres et l'appui technique qui leur est fourni concernant la culture et l'éducation des jeunes.

III. Résultat escompté 1a du BIE

Les capacités des États membres à analyser et à aborder les contraintes systémiques afin d'assurer de manière équitable une éducation et un apprentissage de qualité adaptés au développement sont renforcées

L'un des aspects essentiels du mandat du BIE est d'appuyer l'action des États membres visant à améliorer de manière équitable les résultats d'apprentissage par des curricula de grande qualité et adaptés à chaque contexte. Parallèlement, le BIE reconnaît que la mise en œuvre efficace du curriculum dépend du fonctionnement des autres segments du système éducatif. En outre, le curriculum est étroitement lié à la plupart, si ce n'est l'ensemble des éléments cruciaux du système éducatif. L'efficacité d'un curriculum même solide peut donc être sérieusement réduite, notamment, par :

- le manque d'enseignants qualifiés capables de le dispenser ;
- un environnement physique de l'enseignement et de l'apprentissage inadapté à la réalisation de ces derniers ;
- un système d'évaluation qui ne permet pas d'évaluer les éléments contenus dans le curriculum ;
- des circonstances psychosociales qui rendent les apprenants inaptes à l'apprentissage ;
- une pédagogie et des processus d'apprentissage inefficaces et d'autres éléments encore.

Pour que le curriculum favorise et maintienne avec efficacité et efficacie une éducation de qualité adaptée au développement et une utilisation efficace des ressources et pour favoriser des possibilités d'apprentissage efficaces et équitables, le curriculum doit s'inscrire dans un système éducatif qui fonctionne correctement. Ainsi, pour contribuer aux efforts de l'UNESCO en faveur d'une éducation de qualité et d'un apprentissage tout au long de la vie pour tous en 2015, le BIE s'est employé à renforcer les capacités des États membres à analyser, identifier et établir par ordre de priorités les principales contraintes qui entravent la mise en œuvre de manière équitable d'une éducation de qualité et des opportunités pour un apprentissage efficace.

Activités	Impact	Risques	Atténuation des risques
<p>1. Appuyer une analyse systémique des principales contraintes dans trois pays</p> <ul style="list-style-type: none"> Le BIE a dispensé une assistance technique au Swaziland pour qu'il entame la première phase du cadre de bilan-diagnostic de la qualité de l'enseignement général (GEQAF) afin d'entreprendre une analyse globale des contraintes systémiques qui entravent la mise en œuvre de manière équilibrée de l'éducation et d'un apprentissage efficace. <p>2. Appuyer le développement et la mise en œuvre d'interventions pour éliminer les contraintes systémiques identifiées dans huit pays ayant déjà conduit l'analyse au cours de la phase I</p> <ul style="list-style-type: none"> Le BIE a aidé les Seychelles, le Botswana et l'Égypte à mettre en place des interventions prioritaires afin d'éliminer les contraintes systémiques qui entravent l'éducation et l'efficacité de l'apprentissage ; Le BIE a travaillé en étroite collaboration avec le Swaziland, le Gabon et l'Oman pour qu'ils soient prêts à entamer la phase II du GEQAF. <p>3. Actualiser et améliorer la base de données des pratiques prometteuses en matière d'amélioration systémique de la qualité de l'éducation et de l'efficacité de l'apprentissage</p> <ul style="list-style-type: none"> La version interactive du GEQAF a été mise à jour avec des ressources additionnelles (pratiques prometteuses et documents techniques) concernant l'amélioration systémique de la qualité de l'éducation et de l'apprentissage. <p>4. Adapter les réponses pour améliorer la qualité de l'éducation et l'efficacité de l'apprentissage</p> <ul style="list-style-type: none"> Le BIE a établi deux partenariats pour assurer la qualité de l'éducation : <ul style="list-style-type: none"> avec l'institut pour le développement de la petite enfance (IECD) des Seychelles, qui servira de centre régional pour l'EPPE pour les pays appliquant le GEQAF ; avec le Centre régional pour la qualité et l'excellence en éducation (RCQA, un institut de catégorie II de l'UNESCO) de l'Arabie saoudite pour élaborer un cadre de suivi de la qualité de l'éducation et de l'apprentissage. 	<ul style="list-style-type: none"> Les capacités des États membres à conduire une analyse systémique des éléments qui font obstacle à la mise en œuvre d'une éducation de qualité et de possibilités d'apprentissage efficaces sont renforcées ; Les capacités des États membres à identifier et établir par ordre de priorités les principales contraintes qui entravent l'amélioration de l'éducation et de l'apprentissage dans quatre pays partenaires (Seychelles, Botswana, Égypte et Swaziland) sont améliorées ; Les capacités opérationnelles des États membres à concevoir et développer des interventions qui améliorent la qualité de l'éducation et l'efficacité de l'apprentissage dans trois pays partenaires (Seychelles, Botswana et Égypte) sont soutenues ; L'assistance technique et l'expertise du BIE sont élargies à de nouveaux États membres ; Un partenariat se met en place avec des instituts de l'UNESCO. 	<ul style="list-style-type: none"> Lenteur des pays participants, en particulier ceux qui passent de l'analyse des obstacles critiques (phase I) à la phase d'intervention (phase II) ; Interruption ou cessation des initiatives en raison de fréquents changements à la tête des pays et manque d'engagement des nouvelles autorités de poursuivre la mise en œuvre du GEQAF ; Coûts que représentent les prestations d'assistance technique diverse et spécialisée requises par les pays partenaires pendant la phase II ; Le fait de considérer le GEQAF comme un projet financé par des donateurs plutôt que comme un cadre analytique et un outil d'amélioration systémique de la qualité ; La pénurie de personnel au BIE peut entraîner une dépendance accrue à l'égard des consultants pour aider les pays. 	<ul style="list-style-type: none"> Sélection d'institutions éducatives nationales relativement plus stables en tant que points focaux pour les activités ; Faire participer les partenaires du développement et mobiliser des ressources pour soutenir l'ensemble des interventions identifiées par les équipes techniques des ministères de l'éducation ; Mobiliser une expertise de haut niveau pour répondre avec efficacité aux besoins des équipes techniques des ministères de l'éducation. <p>Enseignements tirés</p> <ul style="list-style-type: none"> Nécessité de cibler un plus petit groupe de pays partenaires engagés pour démontrer avec efficacité l'amélioration systémique de la qualité de l'éducation et de l'apprentissage ; L'engagement et la supervision des hauts responsables des ministères de l'éducation sont cruciaux pour l'adhésion à l'initiative et lui permettre de progresser.

IV. Résultat escompté 2 du BIE

Une base de connaissances solide pour éclairer des prises de décision et des pratiques fondées sur des données probantes en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation est mise en œuvre

En 2015, le BIE a continué d'accroître son rôle mondial en qualité de leader intellectuel dans les questions liées au curriculum, à l'apprentissage et à l'évaluation. Cela s'est traduit par le renforcement d'une base de connaissances probantes qui servira à éclairer les décisions et les pratiques en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation. Un effort concerté a aussi été déployé pour améliorer la diffusion des connaissances auprès d'un public ciblé, et en priorité auprès des spécialistes du curriculum, des enseignants, des praticiens, des formateurs d'enseignants et des décideurs.

Les activités spécifiques entreprises dans le cadre de cette partie du programme ont consisté notamment en la production de nouvelles connaissances, la gestion et la diffusion des connaissances existantes et la refonte totale du site Web du BIE pour en faire une plate-forme clé pour la gestion des connaissances et la communication.

Activités	Impact	Risques	Atténuation des risques
<p>1. Renforcer et réorienter la production de connaissances en conformité avec le rôle de « centre d'excellence » du BIE</p> <ul style="list-style-type: none"> Publication intitulée « Quand les témoins se taisent: enseignement au 21^{ème} siècle de l'Holocauste dans les curricula, les politiques et les pratiques » (Zehavit Gross et E. Doyle Stevick (sous la direction de), Springer, 2015), produite et lancée au BIE. Il s'agit de l'une des plus importantes collections de recherches empiriques sur le sujet ; Édition latino-américaine de la publication de l'OCDE parue en 2010 « Comment apprend-on ? : La recherche au service de la pratique », produite en partenariat avec le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes et l'OCDE. C'est une publication majeure qui passe en revue les données issues des recherches sur l'apprentissage, présentée sous une forme facile à comprendre et à utiliser par les décideurs ; Production de deux <i>Documents de travail du BIE sur le curriculum</i> : « For a curriculum agenda of the 21st century », qui souligne l'énorme complexité des processus contemporains d'élaboration des curricula, et « Training the 21st-century worker », qui passe en revue les résultats de la recherche sur l'acquisition des compétences et montre leurs incidences potentielles pour les politiques éducatives ; Production de quatre numéros de la revue <i>Perspectives</i> (en anglais avec traduction en arabe et en chinois) sur des sujets allant de la réforme curriculaire et l'éducation inclusive à l'apprentissage actif, la formation professionnelle et l'apprentissage formel, non formel et informel ; On a entrepris de donner une nouvelle image à la revue <i>Perspectives</i> pour en faire la publication de pointe, évaluée par des pairs, sur la recherche en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation dans le domaine de l'éducation internationale et comparée et des études sur le curriculum ; Des thèmes sélectionnés de <i>Perspectives</i> ont été repensés et réorientés afin de mettre l'accent sur le rôle de centre d'excellence du BIE ; Production de trois brochures de la série <i>Pratiques éducatives</i> en partenariat avec l'Académie internationale de l'éducation : i) <i>Understanding and facilitating the development of intellect</i> par Andreas Demetriou et Constantinos Christou (publiée) ; ii) <i>Tasks, teaching, and learning: Improving the quality of education for economically-disadvantaged students</i> par Lorin W. Anderson et Ana Pešikan (sous presse) ; et iii) <i>Guiding principles for learning in the 21st century</i> par Conrad Hughes et Clementina Acedo (sous presse) ; Synergies efficaces renforcées et importantes contributions fournies conformément aux points 1 et 8 du Résultat escompté 1 (voir plus haut). 	<ul style="list-style-type: none"> La publication « Quand les témoins se taisent: enseignement au 21^{ème} siècle de l'Holocauste dans les curricula, les politiques et les pratiques » (2 391 téléchargements de l'e-book et 64 exemplaires imprimés vendus) a débouché sur l'adoption par le BIE d'une initiative sur les valeurs universelles et le curriculum ; La publication de l'OCDE a renforcé le rôle du BIE dans la création de connaissances pratiques et pertinentes et dans leur application à la pratique des décideurs ; De janvier à novembre 2015, les Documents de travail du BIE ont été téléchargés 7 210 fois (une hausse de 26 % par rapport à la même période de 2014). Les documents les plus téléchargés sont : i) L'Approche par compétences en Afrique francophone: quelques tendances - français (1 438 fois) ; i) Porqué importa hoy el debate curricular - espagnol (1 231 fois); et iii) Educación ciudadana en América Latina: prioridades de los currículos escolares - espagnol (893 fois) ; Les Documents de travail du BIE sont utilisés dans les cours du Diplôme sur le curriculum dans les régions Afrique et Amérique latine et Caraïbes. Ils sont cités dans des revues à comité de lecture (par ex. Arts Education Policy Review, Decolonizing Philosophies of Education, London Review of Education et Perspectives); <i>Perspectives</i> est diffusée à 7 610 institutions dans le monde : Amériques (2 128), Europe, Moyen-Orient et Afrique (3 678) et Asie-Pacifique (1 804). 42 800 téléchargements ont été effectués en 2015 ; Les services d'alerte ont été très bien évalués par les utilisateurs. Plus de 90% d'entre eux ont déclaré qu'ils recommanderaient ces services. La plupart utilisent les matériels contenus dans les alertes dans leurs activités et pour leur apprentissage et développement personnel. Plus de 80% ont dit ne pas utiliser d'autres services comparables. 	<ul style="list-style-type: none"> Ressources insuffisantes pour élargir la base de connaissances analytiques et renforcer la capacité du centre d'information et d'échanges. 	<ul style="list-style-type: none"> Proposition de projet élaborée pour appuyer l'élargissement de la base de connaissances analytiques et améliorer la plate-forme informatique afin d'organiser et diffuser les connaissances créées et/ou transmises par le BIE de manière plus efficace et efficace ; Lier les adresses Web des membres du GCN à l'adresse du BIE et vice versa.

2. Renforcer la fonction de centre d'information et d'échanges (*clearinghouse*) du BIE

- 23 alertes bihebdomadaires ont été produites, en plus de 4 condensés trimestriels de rapports en ligne et 4 alertes thématiques sur les sujets clés d'Éducation 2030 (par ex. évaluation de l'éducation; éducation inclusive ; éducation à la citoyenneté mondiale ; conflits et éducation) ;
- 275 enregistrements ont été révisés et 173 entrées ajoutées au catalogue électronique des documents et publications du BIE (IBEDOCS) ; 100 enregistrements ont été révisés et 85 matériels ajoutés à la Collection de matériels liés au curriculum en ligne (quelque 350 matériels collectés doivent être traités) ;
- Plus de 3 900 manuels de la collection de manuels scolaires historiques du BIE ont été répertoriés afin de commencer la numérisation des matériels. Un consultant a été engagé pour identifier les meilleures solutions à appliquer pour la numérisation et la fourniture d'accès en ligne aux matériels.

3. Renforcer les capacités de gestion des connaissances du BIE

- Le nouveau site Web fournit un meilleur accès à toutes les ressources du BIE (la recherche se faisant désormais par pays, année, mot-clé et sujet) et offre la possibilité de créer des sous-portails dédiés présentant un choix de ressources sur des thèmes spécifiques.

- L'accès physique aux connaissances, à la base des données probantes et aux matériels dont les États membres ont besoin pour améliorer l'apprentissage, l'enseignement et les processus de développement du curriculum s'améliore ;
- Entre janvier et novembre 2015, 2 195 000 visiteurs ont consulté la page Web (une hausse de 55% par rapport à la même période en 2014). Le nombre de visiteurs s'est nettement accru après le lancement du nouveau site Web du BIE. Pour suivre la tendance actuelle, le site optimisé pour les téléphones portables prend de plus en plus d'importance (actuellement, plus de 10% des consultations se font avec des portables) ;
- La plupart des utilisateurs du site Web se trouvent au Mexique puis, dans une moindre mesure, aux États-Unis, et ensuite en France, en Espagne, en Inde, en Colombie, en Suisse, au Royaume-Uni et au Canada ;
- La communication sur les activités du BIE s'est améliorée essentiellement par le biais des sites Twitter et Facebook de IBE-UNESCO, les pages en anglais *IBE-UNESCO speaks on* et les blogs sur les Réflexions en cours.

- Une partie importante du contenu du site Web n'est pas disponible dans au moins quatre langues de l'UNESCO ;
- Pour maintenir le site Web à jour, il faut recourir aux services d'un spécialiste à plein temps chargé d'assurer le suivi.

- Renforcer l'expertise interne pour élaborer un contenu de qualité sur le site Web ;
- Forger des partenariats et mobiliser des ressources afin d'assurer un site Web multilingue ;
- Renforcer l'équipe du BIE chargée du site Web.

4. Améliorer la communication et l'image extérieure sur le site Web du BIE

- Un nouveau site Web, entièrement remanié et facile à utiliser, a été mis en place en novembre 2015, présentant les travaux du BIE et communiquant de manière plus appropriée sur sa vision, ses domaines d'intervention et ses initiatives clés ;
- Une exposition a été organisée pour célébrer le 90e anniversaire du BIE dans le musée de la Société des Nations, dans la bibliothèque de l'Office des Nations Unies à Genève. Une puissante campagne de communication et de promotion (comportant des messages publicitaires, des reportages spéciaux et une couverture médiatique) a notablement amélioré l'image extérieure du BIE non seulement dans la famille des Nations Unies, mais aussi à Genève et en Suisse ;
- Le BIE a réagi de façon appropriée, y compris par des déclarations, face aux initiatives et événements internationaux, notamment la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, les changements climatiques et la COP21, la Journée internationale des personnes handicapées et la Journée internationale des droits de l'homme.

V. Conférence internationale de l'éducation (CIE)

Le BIE a aidé le Groupe de travail sur la CIE à élaborer une note d'information concernant les questions techniques et budgétaires relatives à la prochaine CIE.

Le financement de l'organisation de la CIE en 2016-2017 n'ayant pas été garanti, le Bureau du Conseil a pris la décision de ne pas soumettre la proposition relative à la CIE à la 197^e session du Conseil exécutif pour transmission ultérieure à la 38^e session de la Conférence Générale en vue d'organiser la CIE.

Activités	Impact	Risques	Atténuation des risques
<p>1. Faciliter les travaux préparatoires de la CIE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Secrétariat du BIE a aidé le Groupe de travail sur la CIE à élaborer la note d'information soumise au Bureau du Conseil ; • La note d'information portait sur les points suivants : i) budget et ressources pour la prochaine CIE ; ii) pays d'accueil de la prochaine CIE ; iii) date de la prochaine session de la CIE et périodicité ; iv) thème de la CIE, par ex. « le curriculum à un carrefour : ouvrir des voies pour l'avenir » et sous thèmes ; v) catégorie et structure de la CIE ; et vi) échéances des travaux préparatoires ; • Les activités suivantes n'ont pas été réalisées : • Décision des organes directeurs de l'UNESCO (Conseil exécutif, Conférence générale) garantie ; • Financement de la Conférence garanti ; • Travaux préparatoires de la CIE progressant au rythme escompté ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Le Président du Groupe de travail de la CIE, le professeur Cartalis de Grèce, a remercié le Secrétariat du BIE pour sa collaboration productive et son soutien permanent. C'est là la preuve de l'impact et de l'efficacité du Secrétariat du BIE ; • Un consensus a été atteint au sujet de la catégorie, de la structure et du thème de la Conférence. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'incertitude liée au financement peut retarder encore la décision des organes directeurs de l'UNESCO concernant la CIE. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'engagement et l'appui du pays hôte, des États membres et de l'UNESCO sont renforcés.

VI. Développement institutionnel et organisationnel

Pour assurer des progrès satisfaisants en vue d'aboutir au statut d'un centre d'excellence et pour améliorer son impact, le BIE a déployé des efforts concertés à travers ses six programmes. Une série d'activités ont été menées à bien pour renforcer la capacité d'accomplissement des programmes du BIE et elles consistent à :

- Redonner un nouveau profil aux ressources humaines tout en élargissant le fond d'expertise du BIE ;
- Diversifier et élargir des partenariats stratégiques du BIE ;
- Diversifier et augmenter les ressources financières du BIE ;
- Renforcer l'assurance de la qualité interne ;
- Renforcer les capacités à collecter des données probantes sur l'impact des programmes, en particulier sur le terrain, et sur l'impact des programmes phare ;
- Repositionner le portefeuille d'initiatives du BIE dans le cadre de l'agenda Éducation 2030 et au regard de l'Objectif de développement durable 4 et des sept cibles correspondantes ainsi que des moyens de les atteindre.

Activités	Impact	Risques	Atténuation des risques
<p>1. Harmoniser les domaines programmatiques de la structure organisationnelle qui sont nécessaires pour appliquer la stratégie visant à faire du BIE un centre d'excellence</p> <ul style="list-style-type: none"> La nouvelle structure organisationnelle est en place et elle soutient la mise en œuvre des six domaines programmatiques répartis en départements : <p>Les six départements sont les suivants : 1) Innovation et leadership en matière de curriculum et d'apprentissage ; 2) Questions fondamentales et d'actualité en matière de curriculum et d'apprentissage ; 3) Production et gestion de connaissances en matière de curriculum et d'apprentissage ; 4) Renforcement systémique de la qualité et de l'adéquation au développement de l'éducation et de l'apprentissage ; 5) Rôle de leadership dans le dialogue mondial sur le curriculum et l'apprentissage ; et 6) Développement institutionnel et organisationnel.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les six domaines programmatiques du BIE sont bien alignés sur sa structure, la stratégie à moyen terme 2014-2021 de l'UNESCO (37 C/4), et le BIE est un peu mieux à même de répondre aux demandes croissantes des États membres et des bureaux de l'UNESCO; Les départements du BIE mettent en œuvre un portefeuille d'initiatives qui contribuent à renforcer l'appréciation et la visibilité du BIE par les États membres, les bureaux de l'UNESCO et les partenaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Les départements ne disposent pas d'un personnel adéquat et réparti de façon équilibrée; 	<ul style="list-style-type: none"> Continuer de mobiliser des ressources pour pouvoir engager davantage de ressources humaines;
<p>2. La base de compétences et la capacité de services sont renforcées conformément à la demande technique du programme de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un programme de recrutement novateur a été mis en place pour permettre à la base de compétences du BIE de mieux répondre aux exigences des activités du BIE dans le temps. 	<ul style="list-style-type: none"> Spécialistes de programmes confirmés et juniors, chargés de recherche confirmés et juniors et stagiaires recrutés pour appuyer les six domaines programmatiques; <ul style="list-style-type: none"> Liste de consultants juniors établie en vue d'appuyer les six domaines programmatiques. Innovation et leadership en matière de curriculum et d'apprentissage : <ul style="list-style-type: none"> 2 Responsables adjoints de projet (PA P1) recrutés, 2 Consultants juniors recrutés sur la liste, Nomination dans le cadre de projets (PA P3) pour l'EPPE : recrutement en cours, Descriptions de poste pour du personnel détaché (P4) demandé aux États membres pour EPPE, éducation à la citoyenneté mondiale, élaboration de curricula et éducation des jeunes, établies et envoyées aux États membres. Production et gestion des connaissances: <ul style="list-style-type: none"> Contrat d'un gestionnaire de site Web prolongé (PA P2), Consultant junior recruté sur la liste, 	<ul style="list-style-type: none"> L'augmentation de la base des ressources humaines du BIE est dépassée par les demandes de service; Le maintien, voire l'amélioration du développement des ressources humaines peuvent être empêchés par l'imprévisibilité et l'insuffisance des ressources extrabudgétaires ; Les États membres continuent de ne pas répondre aux demandes de détachements faites par le BIE; Les consultants auxiliaires peuvent se servir du BIE comme rampe de lancement et le quitter dès qu'ils trouvent un emploi plus stable et mieux rémunéré. 	<ul style="list-style-type: none"> Maintenir les efforts visant à élargir le portefeuille des partenaires et à intensifier la mobilisation des ressources, l'accent étant mis sur les partenaires/donateurs liés au développement, les organisations intergouvernementales, le secteur privé ainsi que sur l'élargissement de la base des États membres qui fournissent un soutien budgétaire direct au BIE; Des stagiaires et des boursiers sont recrutés pour apporter leur aide aux départements qui manquent de personnel (cela n'étant toutefois pas une solution optimale); S'ils excellent dans leur domaine, les consultants auxiliaires se verront offrir la possibilité de faire carrière au sein du BIE.

<ul style="list-style-type: none"> Le Bureau exécutif est renforcé pour pouvoir répondre aux exigences incombant à ses fonctions, 	<ul style="list-style-type: none"> Descriptions de poste pour du personnel détaché (P4) demandé aux États membres pour science de l'apprentissage, bibliothèque des sciences de l'information, création de connaissances en matière de curriculum et d'apprentissage, établies et envoyées aux États membres, 2 stagiaires. <ul style="list-style-type: none"> Bureau exécutif <ul style="list-style-type: none"> Nomination dans le cadre de projets (PA P3) avec entrée en fonction en septembre 2015; <p>Consultant junior entré en fonctions en novembre 2015;</p>		
<p>3. Améliorer la visibilité et la reconnaissance mondiale du BIE</p> <ul style="list-style-type: none"> La présence du BIE à l'échelle mondiale a été élargie ; Le BIE est mieux intégré dans la Genève internationale et au niveau mondial ; La présence du BIE sur les réseaux sociaux a été amélioré ; 	<ul style="list-style-type: none"> Des cours ont été dispensés dans le cadre du Diplôme à 450 participants de 60 pays ; Le Réseau mondial du curriculum (GCN) couvre actuellement 93 pays (8 pays arabes, 12 pays d'Europe centrale et orientale, 6 d'Asie centrale, 19 d'Asie de l'Est et du Pacifique, 10 d'Amérique latine et des Caraïbes, 16 d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, 4 d'Asie du Sud et de l'Ouest et 18 d'Afrique subsaharienne) ; Le projet du BIE et ses activités d'assistance technique couvrent l'Afghanistan, l'Afrique du Sud, le Botswana, le Burkina Faso, le Cambodge, l'Égypte, l'Indonésie, le Kenya, le Niger, le Panama, le Sénégal, les Seychelles, le Swaziland et la Tanzanie, ainsi que le Cap-Vert ; Le champ d'action du BIE s'est notablement élargi, notamment grâce aux réseaux sociaux et aux blogs, à sa participation à d'importants événements liés à l'éducation, à la production et à la diffusion de documents de discussion et de directives sur d'importantes questions d'actualité relatives au curriculum, au travail sur le terrain et à la formation dans le domaine du curriculum ; Le 10 décembre 2015, le BIE a inauguré, au Palais des Nations à Genève, une exposition sur ses 90 ans d'excellence et de leadership en éducation. Cette exposition, qui se poursui- 		

	<p>vra durant le premier trimestre de 2016, sera visible dans des villes du monde comme Berne, Hong Kong et Dubaï ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sous la présidence du Directeur général des Nations Unies, le BIE a fait connaître à la Genève internationale ce qui est sa raison d'être ; • Le BIE a répondu au projet de « changement de perception » lancé par le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève dans la perspective de son rôle et de sa contribution aux ODD parmi les organisations basées à Genève et à l'échelle internationale ; • Au cours de l'année 2015, le BIE a joué un rôle de premier plan dans d'importants événements et conférences liés à l'éducation, notamment l'American Educational Research Association (AERA) à Chicago, la Comparative and International Education Society (CIES) à Washington DC, la Conférence sur l'éducation « Partenaires dans l'excellence » à Doha, le Symposium international sur la science au service de l'éducation organisé par l'Organisation internationale de recherche sur le cerveau (IBRO) à Rio de Janeiro, le Forum sur l'éducation et le développement (UKFIET) à Oxford, le 3^e Symposium mondial sur l'éducation à Palo Alto, la Conférence sur la diplomatie culturelle à Berlin, des débats entre parlementaires uruguayens sur l'avenir de l'éducation. 		
<p>4. Renforcer l'assurance de la qualité des programmes et l'évaluation de l'impact des programmes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des mécanismes internes d'examen par les pairs et des mécanismes externes d'évaluation ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Mécanismes internes d'assurance qualité mis en œuvre par le bureau de la Directrice ; • Contributions du BIE ayant fait l'objet d'un examen collégial interne et ayant été examinées par des pairs à l'extérieur ; • Première mesure prise en vue de mettre en œuvre des mécanismes complets d'évaluation dans les six domaines programmatiques, par exemple : programme phare de préparation au Diplôme du BIE évalué par un ensemble d'enquêtes, d'interviews et de discussions de groupe ciblant des élèves, d'anciens élèves, des animateurs et des tuteurs, et suivi de l'impact du Diplôme sur les anciens élèves entre 2010 et 2013 (voir Activité 3 du Point II. Résultat escompté 1 du BIE). 	<ul style="list-style-type: none"> • La pénurie de personnel peut empêcher la mise en œuvre de mécanismes complets d'évaluation dans les six domaines programmatiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement d'un chercheur senior pour appuyer la mise en œuvre des activités d'évaluation.

5. Repositionner adéquatement le BIE au sein du secteur de l'éducation, de l'UNESCO et dans les États membres

- Avec l'appui de l'ADG, le rôle de leadership et de soutien du BIE sur les questions relatives au curriculum, à l'apprentissage et à l'évaluation au sein de l'UNESCO a été renforcé et les États membres, les bureaux de l'UNESCO et d'autres entités y ont fait de plus en plus appel ;
- Les directeurs de l'IIEP et du BIE ont largement facilité les réunions conjointes des sept directeurs des instituts de l'UNESCO de catégorie I, ce qui a permis des consultations étroites avec l'ADG et les directeurs des instituts pour aligner les programmes de travail sur les priorités de l'UNESCO et renforcer le rôle des instituts dans Éducation 2030 et resserrer la collaboration ;
- Les accords de collaboration avec le Siège de l'UNESCO, les bureaux hors siège et d'autres instituts sont mis en œuvre à la lumière des six domaines programmatiques du BIE et d'Éducation 2030 (questions relatives à l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM), à l'éducation inclusive et à l'éducation des jeunes).

- Les initiatives et réalisations du BIE sont de plus en plus appréciées et diffusées par le Secteur de l'éducation : par exemple, les « Réflexions en cours sur les principaux enjeux actuels en matière de curriculum et d'apprentissage » sont diffusées parmi le personnel enseignant ;
- Des plans de travail sont en cours de discussion avec l'ISU sur des questions en rapport avec l'évaluation, l'équité et l'inclusion, les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM) et la lecture précoce,
- Des plans de travail sont en cours avec l'IIEP à Buenos Aires sur des questions relatives à la culture, à l'éducation et au désengagement des jeunes ;
- Le BIE aide l'IIEP à traiter des questions de curriculum liées aux politiques éducatives ;
- A la Commission Éducation de la 38e session de la Conférence générale, plusieurs représentants de pays – France, Grèce, Kenya, Lettonie, Nigéria et Ouganda, notamment – ont évoqué la transformation du BIE en un centre d'excellence et ont dit qu'ils appréciaient le travail du BIE sur le repositionnement du curriculum dans le cadre d'Éducation 2030, sur la mise en œuvre du programme du Diplôme en matière de curriculum dans différentes régions (y compris sa revalorisation au niveau du master) et sur la fourniture de conseils de terrain adaptés ;
- 18 pays ont demandé l'appui du BIE depuis la tenue du Forum mondial sur l'éducation en 2015 : Afghanistan, Afrique du Sud, Botswana, Burkina Faso, Cambodge, Cap-Vert, Indonésie, Kenya, Madagascar, Maurice, Nigéria, Niger, Panama, République du Congo, Sénégal, Seychelles, Swaziland et Tanzanie.

- Faute d'un nombre suffisant de dirigeants et d'experts en son sein, le BIE pourrait avoir des difficultés à répondre à une demande croissante d'assistance technique.

- Renforcer l'expertise et les capacités d'intervention des départements du BIE principalement par le recrutement de consultants de haut niveau, de consultants seniors pour des projets précis et de consultants juniors ;
- Répéter aux États membres la nécessité de soutenir le BIE par le détachement de personnel et la fourniture d'un financement de base.

6. La base de partenaires stratégiques du BIE s'est diversifiée et élargie, l'accent étant mis sur les entités suivantes :

- Divisions au Siège de L'UNESCO ;
- Bureaux régionaux et bureaux hors siège de l'UNESCO ;
- Instituts de l'UNESCO (catégories I & II) ;
- Institutions des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales (UNICEF, OCDE, Partenariat mondial pour l'éducation) ;
- États membres (Nigéria, Suisse, Norvège, Malaisie) ;
- Agences et institutions des États membres (KICD-Kenya; KICE-Corée; SLO-Hollande) et universités, dont l'Université ouverte de Tanzanie, la Hamdan Mohammed Smart University, l'Université catholique d'Uruguay ;
- Réseaux (GCN, Alumni, CoP) ;
- Fondations (Hamdan Award Board of Trustees, Fondation Hans Wilsdorf, GASERC);
- Secteur privé (Google, Worlddidac).

- Le BIE a mis en place un partenariat autour des initiatives Éducation 2030 portant sur les questions suivantes :

Divisions au Siège de l'UNESCO

- Division pour l'enseignement, l'apprentissage et les contenus (ED/TLC) : cours du Diplôme sur le curriculum en général, éducation inclusive, ECM et Guide pour l'élaboration du cadre du curriculum dans la formation pédagogique ;
- Unité Éducation et recherche (ERI) : éducation et apprentissage des jeunes, en particulier le problème de leur désengagement, en partenariat avec les bureaux de l'IIEP à Buenos Aires, Beyrouth, Dakar et Santiago ;
- Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEMR) : ECM et EDD.

Bureaux régionaux et hors siège de l'UNESCO

- Bureau de Dar es-Salaam : étude et réforme du curriculum en Tanzanie ;
- Bureau de Kaboul : réforme du curriculum en Afghanistan ;
- Bureau de Nairobi : réforme du curriculum fondé sur les compétences au Kenya.

Instituts de l'UNESCO (catégories I & II)

- UIL: questions relatives aux STEM, à l'éducation inclusive et à l'équité ;
- IIEP : questions relatives à la culture et à l'éducation des jeunes ;
- APCEIU : recherche sur l'ECM.

Organismes des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales (UNICEF, OCDE)

- UNICEF LACRO et OCDE : nature de l'apprentissage et de la pratique de l'information ;
- OCDE : compétences au XXIe siècle.

États membres (Nigéria, Suisse, Norvège, Malaisie)

- Suisse, Nigéria et Norvège en tant que contributeurs volontaires ;
- Malaisie : promotion de la participation des femmes dans les STEM dans les pays d'Asie et d'Afrique.

Agences et institutions des États membres (KICD-Kenya; KICE-Corée; SLO-Hollande et

universités, dont l'Université ouverte de Tanzanie, la Hamdan Mohammed Smart University, l'Université catholique d'Uruguay

- KICD-Kenya : renforcement des capacités et appui au processus de réforme curriculaire ;
- KICE-Corée : activités de développement des capacités, de recherche et de partage des connaissances en relation avec la qualité de l'éducation ;
- SLO-Hollande : repositionnement du curriculum et appui aux réformes et aux processus curriculaires ;
- Université ouverte de Tanzanie hébergeant le cours de formation du Diplôme sur le curriculum pour l'Afrique ;
- Université catholique d'Uruguay hébergeant le cours de formation du Diplôme sur le curriculum pour l'Amérique latine et les Caraïbes ;
- Hamdan Mohammed Smart University hébergeant le cours de formation du Diplôme sur le curriculum pour les pays arabes ;
- Université de Genève : travaux de recherche et activités menées dans des pays concernant la lecture dans les premières années de scolarité ;

Réseaux (GCN, Alumni, CoP)

- GCN établi avec plus de 90 pays couvrant toutes les régions de l'UNESCO ;
- Alumni du Diplôme : promotion de la recherche sur les questions critiques relatives au curriculum ;
- Communauté de pratique : production et partage de connaissances en matière de tendances et d'enjeux curriculaires.

Fondations (Hamdan Award Board of Trustees, Fondation Hans Wilsdorf)

- Hamdan Award Board of Trustees : appui au Diplôme en général ;
- Fondation Hans Wilsdorf : collection numérique de manuels scolaires du BIE ;
- Jeux olympiques spéciaux : l'éducation inclusive et les sports ;

Secteur privé (Google, Worlddidac)

- Partenariats pluriannuels sur la qualité de l'éducation et le rôle de la technologie dans les activités curriculaires dans le cadre de l'Agenda pour le développement durable.

7. Les sources de financement du BIE se sont diversifiées

- Divisions au Siège de l'UNESCO et bureaux régionaux ;
- Instituts de l'UNESCO (catégories I et II) ;
- Bureaux hors siège de l'UNESCO ;
- Organismes des Nations Unies et organisations intergouvernementales ;
- États membres ;
- Fondations (Hamdan Foundation, Fondation Hans Wilsdorf) ;
- Fonds privés (Google, HRH AFA).

• Montants mobilisés en 2015 :

- Siège et bureaux régionaux de l'UNESCO : 85 622,12 USD
- Bureau hors siège de l'UNESCO : 32 989,00 USD
- Instituts de l'UNESCO : 12 000,00 USD
- Organismes des Nations Unies et organisations intergouvernementales : 1 072 005 USD
- États membres : 1 716 677,72 USD
- Fondations : 355 288,19 USD
- Secteur privé : 999 960 USD

Le montant total mobilisé par le BIE en 2015 – 4 274 542,03 USD – équivaut à 2,4 fois les fonds alloués par l'UNESCO pour 2015 (1 762 400 USD).

- Niveau de financement imprévisible, avec les entraves à la mise en œuvre des projets qui en découlent ;
- La pénurie de personnel au BIE continue de constituer un défi de taille pour une mobilisation efficace de ressources.

- Convoquer une réunion entre États membres potentiels susceptibles d'apporter un financement de base au cours du premier trimestre 2016.

VII. Données budgétaires

STATEMENT I
INTERNATIONAL BUREAU OF EDUCATION

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION AS AT 30/09/2015

	note	30/09/2015 USD	31/12/2014 USD
ASSETS			
Current Assets			
Cash and cash equivalents		728 632	23 770
Short-term investment		-	810 537
Accounts receivable (exchange transactions)		7 066	14 317
Advance payments		-	22 288
Other current assets	(4)	4 853 520	4 441 415
Total Current Assets		5 589 218	5 312 327
Non Current Assets			
Property, plant and equipment	(5)	36 878	36 325
Other non-current assets		-	-
Total non current assets		36 878	36 325
TOTAL ASSETS		5 626 096	5 348 652
LIABILITIES			
Current Liabilities			
Accounts payable		246 204	205 930
Employee benefits	(6)	18 141	20 017
Advance receipts		6 897	1 481 726
Other current liabilities			42
Total current liabilities		271 242	1 707 715
Non-current liabilities			
Employee benefits	(6)	180 180	180 180
Total non-current liabilities		180 180	180 180
TOTAL LIABILITIES		451 422	1 887 895
NET ASSETS		5 174 674	3 460 757
NET ASSETS/EQUITY			
Surplus for the period	(13)	1 713 917	296 367
Reserves movements			(30 879)
Reserves and fund balances		3 460 757	3 195 269
NET ASSETS		5 174 674	3 460 757

STATEMENT II
INTERNATIONAL BUREAU OF EDUCATION
STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE
FOR THE PERIOD ENDED 30/09/2015

	note	30/09/2015 USD	30/09/2014 USD
REVENUE	(7)		
UNESCO Financial Allocation		1 762 400	1 765 600
Voluntary contributions - Extra-Budgetary		2 831 075	1 912 329
In-kind contributions		482 348	590 039
Other revenue producing activities		37 316	41 613
Other revenue		53 509	109 058
Finance revenue		9 402	9 310
TOTAL REVENUE		5 176 050	4 427 949
EXPENSES			
Employee benefits expenses		2 082 590	2 074 049
Consultants/external experts and mission costs		265 432	149 479
Grants & other transfers		208 197	245 542
Supplies, consumables & other running costs	(12)	785 249	923 944
Contracted services		106 584	93 764
Depreciation and amortization		11 316	11 612
Other expenses		-	26 532
Finance Costs		2 765	2 832
TOTAL EXPENSES		3 462 133	3 527 754
SURPLUS FOR THE PERIOD	(8)	1 713 917	900 195

SPECIAL ACCOUNT FOR THE INTERNATIONAL BUREAU OF EDUCATION (IBE)

SCHEDULE 1 OF USE OF APPROPRIATIONS AND UNOBLIGATED BALANCE
FOR THE FINANCIAL PERIOD 1st JANUARY to 30 SEPTEMBER

2015

September

(Expressed in Dollar US)

APPROPRIATION LINE / PROGRAMME CHAPTER	APPROPRIATIONS						EXPENDITURES				UNOBLIGATED BALANCE (to be obligated)	EXECUTION RATE CURRENT PERIOD*	GLOBAL EXECUTION RATE
	Appropriation approved by council	Appropriation approved by council adjusted	Ressources unreleased or reported	Additional Funds	Unobligated Balance from 2014 ULOs (budget to be obligated)	Budget revised	Disbursements	Unliquidated obligations period reporting	Unliquidated obligations futur period	Total Current period			
I. PROGRAMME ACTIVITIES													
I-1 Activities under Expected results I	2 185 525	2 187 250	(130 833)	402 239	52 539	2 511 195	757 715	24 986	832 018	782 701	896 476	31,2%	64,3%
Diploma course on curriculum design	412 000	412 040	-	90 239	24 384	526 663	184 385	24 809	201 134	209 194	116 335	39,7%	77,9%
ECCE	437 761	437 761	(130 300)	-	-	307 461	74 459	-	102 975	74 459	130 027	24,2%	57,7%
Learning outcomes in early grades: integration of curriculum, teaching materials, and assessment of Education.	1 229 154	1 229 154	-	-	28 155	1 257 309	437 293	177	504 790	437 470	315 049	34,8%	74,9%
Strengthening the Education Systems of MS to equitably provide high quality education and effective learning opportunities.	83 965	83 965	(533)	-	-	83 432	9 670	-	12 500	9 670	61 262	11,6%	26,6%
Strengthening STEM curricula for girls in Africa and Asia and Pacific (phase	-	-	-	300 000	-	300 000	37 481	-	-	37 481	262 519	12,5%	12,5%
Adaptation of the Book: Nature of Learning	22 645	24 330	-	12 000	-	36 330	14 427	-	10 619	14 427	11 284	39,7%	68,9%
I-2 Activities under Expected results II	1 427 168	1 492 609	(170 873)	263 435	124 059	1 709 230	498 876	45 741	329 470	544 617	835 143	31,9%	51,1%
Research & Publications	458 000	458 002	(43 634)	-	121 133	535 501	256 829	9 538	130 421	266 367	138 713	49,7%	74,1%
Development of IBE website	207 000	207 000	-	-	2 571	209 571	73 728	33 526	68 703	107 254	33 614	51,2%	84,0%
Communication	247 000	247 000	(127 239)	-	-	119 761	19 727	-	85 000	19 727	15 034	16,5%	87,4%
Text books Project	434 130	499 569	-	-	-	499 569	101 586	-	23 464	101 586	374 519	20,3%	25,0%
Documentation services	81 038	81 038	-	263 435	355	344 828	47 006	2 677	21 882	49 683	273 263	14,4%	20,8%
PROGRAMME ACTIVITIES (I)	3 612 693	3 679 859	(301 706)	665 674	176 598	4 220 425	1 256 591	70 727	1 161 488	1 327 318	1 731 619	31,4%	59,0%
II. GOVERNING BOARD / GEN. ADMIN./ INSTITUTIONAL DEV.													
II-1 IBE Council/Steering Committee	80 000	80 000	-	1 769	-	81 769	26 811	-	553	26 811	54 405	32,8%	33,5%
II-2 General operating costs	260 000	260 000	-	40 510	-	300 510	191 978	15 954	31 476	207 932	61 102	69,2%	79,7%
II-3 Director Office	160 000	160 000	-	-	4 630	164 630	58 689	2 444	62 171	61 133	41 326	37,1%	74,9%
GOVERNINT BOARD, GEN.ADMIN. & INST. DEV (II)	500 000	500 000	-	42 279	4 630	546 909	277 478	18 398	94 200	295 876	156 833	54,1%	71,3%
STAFF COSTS (Established posts) (III)	1 916 883	1 916 883	-	-	-	1 916 883	1 277 960	-	-	1 277 960	638 923	66,7%	66,7%
TOTAL BUDGET ALLOCATED 2015 (I + II + III)	6 029 576	6 096 742	(301 706)	707 953	181 228	6 684 217	2 812 029	89 125	1 255 688	2 901 154	2 527 375	43,4%	62,2%